

Les impératifs du développement durable

René PASSET, économiste Intervention lors des journées régionales 4d à Bordeaux-Bègles, novembre 1999

L'actualité me fournit, hélas, une entrée en matière fantastique sur la façon dont nous sommes en train de tourner le dos au développement durable. L'actualité, c'est cette conférence des Nations Unies à Buenos Aires où après quinze jours de palabres, les représentants de 161 nations ont trouvé simplement la possibilité de se mettre d'accord sur la liste des problèmes qu'il faudrait régler en disant : " il faudrait que l'on en reparle lors de conférences futures ". C'est très simple et très encourageant ! La planète est en train de " crever " mais nous savons pourquoi. Nous avons la liste des raisons pour lesquelles le développement durable risque de ne pas se produire. Les raisons de l'échec sont ahurissantes. Le premier argument de " rationalité économique par-dessus tout ". Je n'ai rien contre la rationalité économique mais il s'agit de la rationalité comme argument unique et suprême. Dans une période d'agitation financière, nous ne pouvons, disent les représentants des Etats-Unis, nous offrir un système qui rendrait le coût de la réduction d'une tonne de carbone plus élevé que nécessaire. D'un côté, l'enjeu de l'humanité est en cause et de l'autre, il ne faut pas payer trop cher l'élimination d'une tonne de carbone. Autre consolation, nous allons disparaître si l'on continue de cette façon là mais en état d'optimisation.

La deuxième série de raisons ne manque pas de sel. La prétention arrogante de l'argent de pouvoir tout acheter y compris la survie de la planète. Regardez les arguments qui nous sont fournis. D'une part, la nation la plus polluante (5% de la population du monde et 25% des émissions de gaz à effet de serre) refuse de réduire ses propres émissions sur son territoire et exige en même temps que les Pays en Voie de Développement qui sont infiniment moins responsables de la situation s'engage eux, à réduire leurs émissions. Alors évidemment, les représentants de la Chine ont eu l'impression que l'on se moque d'eux et des PVD en général ! Symétriquement à cette prétention, l'attachement à un seul mode de régulation qui est la vente de droits à polluer. En fait, il s'agit du droit pour les nations les plus riches de continuer à polluer la planète en achetant les droits des autres. Tout à l'heure, l'on disait que l'on ne savait pas trop ce qu'était le développement durable (tolérable, soutenable ou supportable ?), mais ce que je crois pouvoir vous dire sans nuance c'est que cela c'est l'inverse du développement durable et que ce n'est pas de cette façon là que l'on pourra remédier à l'effet de serre.

Le développement durable en effet ne repose pas uniquement sur le seul calcul en termes économiques et sur la reproduction d'un seul facteur qui est le capital productif, le capital technique en particulier. Le développement durable est né du constat d'un véritable conflit de logiques. Du constat que d'une part, il y a la nature qui se régule (et qui a ses modes de régulation) et d'autre part qu'il y a un développement économique qui se produit avec ses propres mécanismes. Pendant longtemps, il n'y a pas eu de problèmes. Le conflit n'apparaissait pas. Ce n'est que depuis peu de temps que l'on s'aperçoit que les deux modes de développement sont incompatibles. Il ne s'agit pas de privilégier l'un ou l'autre. Il ne s'agit pas de sacrifier totalement l'économique à l'écologique et encore moins de sacrifier l'écologique à la seule optimisation économique. La question pour les quelques esprits affûtés ne se pose pas d'aujourd'hui. J'ai trouvé il y a quelques temps une déclaration étonnante de Jean-Baptiste Lamarque, le " prophète de l'évolutionnisme ". Il montre comment, en 1820 déjà, les conduites humaines détruisaient les régulations de la planète et il termine en disant : " On dirait que l'Homme est destiné à s'exterminer lui-même après avoir rendu le globe inhabitable ".

Le phénomène du développement durable s'est précisé plutôt qu'on ne le dit. Vers les années 1970, avec les travaux du club de Rome et d'autres, le problème de la survie de la planète et du maintien des régulations en face du développement économique était posé. Si c'est depuis 1987 que l'expression " développement durable " a droit de cité, ce n'est pas non plus le fruit du hasard. C'est la date à laquelle a été produit le rapport BRUNDTLAND qui dit que les pollutions changent de dimension et que nous sommes désormais en face de pollutions globales. On va alors parler de l'ozone, de l'effet de serre, de la perte de biodiversité, etc. Ce qui est nouveau dans les années 1980, c'est la nature des atteintes portées au milieu. Jusque là ce qui frappait, c'était des atteintes localisées (une ressource épuisée, un milieu qui se dégradait). On avait à faire à des phénomènes ponctuels venant du dysfonctionnement de l'économie. L'idée était qu'il y avait une norme qui n'était pas mise à mal et que l'on devait la retrouver un jour. D'ailleurs le terme " environnement " est très clair. L'environnement, c'est ce qui environne, ce qui est autour des lieux d'exploitation, d'utilisation. Ce sont des phénomènes localisés, spécifiques, ponctuels. En 1987, ce que l'on dénonce, c'est autre chose. Ce sont des atteintes portées aux

mécanismes régulateurs de la planète. Les mécanismes par lesquels la planète maintient à sa surface les conditions favorables au développement de la vie. L'effet de serre est une mise à mal du mécanisme par lequel la planète maintient les conditions de température favorables au développement de la vie. Les atteintes portées à la biodiversité sont des atteintes portées aux mécanismes fondamentaux de la stabilité de la vie sur la planète. Alors, on va se mettre à parler de pollution globale ou d'atteinte globale. L'expression qui devrait à mon avis se substituer ou s'ajouter au terme " environnement " car il y a toujours des problèmes spécifiques, c'est la biosphère. Le mot " environnement " n'est pas dévalué mais il y a ce phénomène nouveau d'un mode de développement qui se révèle être en conflit avec le mode de régulation d'un système cohérent complexe, autorégulé, auto régénérateur. C'est de biosphère qu'il faut désormais parler et de conflit entre la sphère économique et la biosphère. C'est là qu'apparaît le développement durable. Lorsque les modes de régulation sont menacés par un mode de développement, apparaît la question : Quel type de développement faudrait-il pour que ce type de développement ne se détruise pas de lui-même dans le temps et qu'il puisse durer. Le développement durable n'est pas une théorie.

Le premier impératif du développement durable est un impératif d'ouverture. Il faut que l'économie cesse de se penser en elle-même à l'intérieur de ses propres limites. Il faut qu'elle s'ouvre au milieu humain, au milieu naturel qui la porte et dont la reproduction est indispensable à sa propre reproduction. Si elle le détruit, elle s'autodétruit. Il s'est passé deux changements fondamentaux depuis l'époque où les systèmes de pensée économique dont nous avons hérité aujourd'hui ont commencé à se développer. Leurs racines plongent dans le XIXème siècle voire dans le XVIIIème si l'on remonte aux physiocrates. Ces systèmes étant fondés sur des conventions fondatrices. Le problème est de savoir si ces conventions sont acceptables ou ne le sont pas. Première transformation radicale : la nature qui au XVIIIème et XIXème siècle était considérée comme un bien libre ne peut plus l'être aujourd'hui. Quand les premières écoles de pensée se sont établies, la nature était hors d'atteinte des activités humaines. Les forces manipulées par les Hommes étant infimes par rapport à celles manipulées par la nature. Les énergies que l'on appelle froides ne détruisent pas le milieu. La chute d'eau, le cours d'eau, le vent ne dégradent rien quand on les utilise. L'idée est donc que la nature est un bien éternel hors d'atteinte des Hommes, ne courant aucun risque dans sa pérennité. Ce propos est très astucieux car l'on dit que bien que l'activité économique est une activité de transformation de la nature. En conséquence, ce serait complètement idiot de s'occuper des problèmes de reproduction de la nature. Elle se débrouille bien toute seule. La nature est bien libre. Elle ne se forme pas sur le marché. Elle n'a pas de coût de production. Elle n'a pas de prix. N'en parlons pas. Elle ne va plus faire partie de l'économie politique. Encore une fois, je dis que c'est très bien à l'époque où les choses se passent ainsi. La convention est acceptable à ce moment là. Aujourd'hui, elle ne l'est plus précisément car notre capacité de transformation du monde est telle que nous menaçons la nature dans son existence et dans sa reproduction. On voit apparaître désormais et c'est pour cela qu'il faut les prendre en compte, les mécanismes régulateurs de la nature comme autant de mécanismes qu'il faut respecter et maintenir. L'économie est condamnée à redécouvrir son identité réelle. Si la nature surabondante se présentait dans les formes où l'on a besoin d'elle, on n'aurait pas besoin d'économie politique. C'est bien parce qu'il y a cette contrainte de rareté ou d'inadaptation qu'il faut en tenir compte. Donc, les mécanismes régulateurs de la biosphère sont autant de contraintes que le calcul économique doit prendre en compte en tant que contrainte c'est à dire en tant que de limitation du possible. Optimiser oui mais dans certaines limites. Alors en gros, quelle contrainte : le phénomène des interdépendances. Le milieu naturel favorise certaines espèces par rapport à d'autres mais les espèces en se développant transforment le milieu naturel à leur tour. Donc, interdépendance entre les espèces portées par le milieu naturel mais aussi le milieu naturel lui-même. Interdépendance entre les formes du vivant. La reproduction de deux espèces est interdépendante. Il faut donc deux espèces au minimum dont le développement s'influence mutuellement. Tout cela s'opère à un certain rythme. Les unes progressent, les autres régressent à un certain rythme. Ne pas respecter ces rythmes, casser ces rythmes, c'est casser le mécanisme de la reproduction, le respect, l'articulation de stocks et des flux. Il y a à un moment donné une quantité existante de chacune des espèces qui se reproduit par des flux. La durabilité du système suppose que les flux et les stocks se maintiennent. Epuiser un flux et il n'y a plus de reproduction. Epuiser un stock et il n'y a plus de flux. Il n'y aura qu'une espèce et le mécanisme ne va plus marcher. Enfin, le rôle de la diversité. Avec deux espèces la biosphère fonctionne. Avec une seule, non. Plus il y a d'espèces, plus le système se régule convenablement sans trop d'écarts et subsiste longtemps. Car, les modèles démontrent qu'au bout d'un moment le système finit par s'effondrer, sans intervention, beaucoup plus tard, après nombre de fluctuations, si le système est plus diversifié. La première leçon est donc l'ouverture de l'économie sur un ensemble de régulations qui ne relèvent pas de l'économique. Un ensemble de mécanismes régulateurs qui ne sont pas de nature économique mais qu'il faut respecter si l'on veut que le développement puisse durer.

La deuxième transformation est que le quantitatif cesse de se confondre avec le qualitatif. Au XVIIIème et XIXème siècle, tous les niveaux de vie sont proches du minimum vital. Le problème est simple : le mieux, c'est le plus. Quand Ricardo parle du bien-être au XIXème siècle, il répond en quintaux de blé.

C'est parfaitement exact car à cette époque, c'est le plus qui engendre le mieux. Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans cette situation là. Le problème du monde n'est pas la sous-production mais bien la surproduction. Les besoins alimentaires du monde sont couverts en moyenne par des productions à 110% sans parler de toutes les productions dont la planète dégorge. Cela veut dire que notre système économique a résolu son problème de production. Ce qu'il n'a pas résolu, c'est le problème de répartition. Le produit national de la planète a été multiplié par six depuis 1960 et par seize depuis le début du siècle. Mais les 20% des populations les plus riches du monde consomment seize fois plus que les 20% des populations les plus pauvres. Donc ne nous trompons pas de problème. Il s'agit d'un problème de répartition et non de production. Alors, hier nous dirions, plus de blé fait plus de bien-être. Est-ce que nous disons aujourd'hui la même chose de l'automobile ? Bien sûr que non. Nous ne sommes pas sûr que le plus est le mieux. Produire oui, mais à quelle fin ? Jusque là, c'était tellement évident. Le problème des finalités, c'est la réapparition de l'Homme en tant que finalité dans l'économie. Tant que plus de blé fait plus de bien-être, on oublie les Hommes et on résonne sur le blé et à juste titre encore une fois. Mais lorsque la rupture apparaît, cela n'est plus vrai. Les conditions du milieu ont changé ; les conventions doivent changer. Nous vivons sur les anciennes conventions. Ceci découle de la nécessité d'une double ouverture sur l'Homme et la nature. Ces derniers font leur apparition, leur intrusion dans l'économie politique. Pour ma part, c'est là que je verrai la différence essentielle entre la croissance et le développement. Je ne dis pas j'ai raison, les autres ont tort. Je donne ma définition comme d'autres donnent la leur. Pour moi, la croissance, c'est l'augmentation dans une planète considérée comme isolée d'un seul valorimètre unidimensionnel. C'est l'augmentation du produit national (qui mesure la performance). Le développement est tout autre chose. La croissance est quantitative. Simon CHARBONNEAU parlait de croissance durable. Non, la croissance durable est une absurdité. Une quantité ne peut pas augmenter indéfiniment dans un monde fini. En revanche, le développement met en cause la croissance (surtout lorsqu'elle est source de bien-être) mais aussi la reproduction du milieu naturel, la satisfaction des besoins des Hommes. Lorsque l'on a comme actuellement une croissance qui s'accompagne d'un phénomène de destruction de la planète, d'exclusion sociale, c'est peut-être une croissance mais certainement pas un développement. Ceci me paraît s'appliquer particulièrement à la Ville. En général, la première question que l'on pose à propos d'une ville, c'est " combien d'habitants ". Plus il y en a, plus la ville est grande. Certains vont même jusqu'à tricher sur les statistiques pour franchir certains seuils qui parlent à l'esprit. La ville a aussi ce double aspect. La Ville, c'est l'urbs, c'est à dire une structure, une réalité matérielle, une structure qui croît, qui se développe. Mais c'était aussi autre chose la Ville dans l'antiquité grecque et romaine : la civitas c'est à dire les citoyens, les Hommes qui l'habitent. C'est une société, une réalité vivante. Je crois que c'est en fonction de ces deux dimensions que le fonctionnement de la Ville doit être pensé. La croissance indéfinie de l'urbs trouve ses limites dans les menaces qu'elle fait peser sur l'environnement naturel et sur le bien-être des Hommes. Je redirai du développement de la Ville ce que je viens de dire du développement en général : on ne peut pas l'apprécier indépendamment de la relation avec l'environnement et avec les Hommes. Là encore, quand nous avons une croissance numérique de la Ville caractérisée par un certain nombre de troubles psychologiques, sociaux (phénomène des banlieues), pathologiques (maladies à la naissance), je dis que cela est une croissance et non un développement. Le summum est atteint lorsque l'on est obligé de légiférer pour proclamer le droit de respirer. Nous en sommes à une situation telle que l'on en vient à faire une loi pour proclamer le droit pour chaque citoyen de respirer un air sain. Mais vous imaginez ce que Voltaire aurait pensé de notre époque ! Chose encore plus fantastique, on veut proclamer le droit à respirer et cela fait problème à l'image de la bataille d'amendements car le droit était proclamé trop brutalement, trop unilatéralement et allait créer nombre de problèmes juridiques. Alors, respirez mais pas trop... Intégrer la civitas dans le développement durable nous permet de retrouver ce que quelqu'un disait auparavant : " Ça ne se fait pas sans associer les acteurs et les citoyens de la vie urbaine ". La société n'est pas une réalité figée. Les premiers d'entre nous qui ont eu l'idée d'élargir l'économie à la biosphère ont raisonné comme s'il existait des mécanismes définitifs dans un ensemble de mécanismes. Or, la nature est en évolution. Ce sur quoi l'on s'ouvre, c'est une réalité évolutive. Du Big Bang à nos jours, ces matières qui se dispersent dans l'univers et qui se recomposent pour aboutir à la création de l'être humain, c'est quand même une évolution !

Deuxième impératif, la nature et la vie ne sont pas des choses figées. L'impératif pour le développement durable, l'impératif de renouvellement, de transformation. Je touche là un problème que j'ai rencontré à différentes reprises. La réalité, c'est l'évolution. Mais la seule réalité à laquelle nous sommes confrontés est la destruction créatrice. Cela n'est pas l'équilibre. L'économie a cru un temps pouvoir résonner en terme d'équilibre. Elle le croit encore hélas. Or, l'équilibre n'a jamais existé que dans le cerveau de quelques économistes. La notion d'équilibre naît à l'époque de Newton, début de l'économie, où le monde était décrit sous la forme d'un astre éternel et immobile autour duquel les astres définissaient des hyperboles à l'infini. D'où l'idée d'éternité et d'équilibre. Il n'y avait pas de problème de développement durable. L'économie n'est pas cela. La nature n'est pas le seul phénomène de dégradation. De la mécanique newtonienne à la thermodynamique, la loi de l'énergie est la dégradation de l'entropie. L'image est ce soleil que l'on croyait éternel mais qui se dégrade tous les jours un peu plus. On nous dit que l'entropie, la dégradation des énergies mène l'univers tout entier. Nous allons vers la

mort thermique de l'univers. Cela est peut-être vrai et va donner naissance à l'intégration de l'économie dans les flux énergétiques. Les lois de l'énergie sont appliquées à l'économie. Le monde se dégrade et, toute activité humaine (même pour préserver le monde de la dégradation) ne peut qu'accélérer la dégradation. Avant, il n'y avait pas de développement durable parce qu'effectivement il n'existait pas. Ici, il n'y en a pas car on ne peut rien faire. La défense de l'environnement et de la biosphère est un combat en retraite perdu d'avance. La destruction créatrice est tout autre chose. Je vais m'en tenir à une image mais derrière cette dernière, il y a tout le renouvellement de la science contemporaine. Dans la conception de la destruction créatrice, le soleil s'éteint tous les jours un peu. Peut-être tous les astres font la même chose et peut-être le monde est-il promis à la mort thermique ? Mais en attendant, cette déperdition d'énergie, c'est ce que nous recueillons-nous sur notre planète. L'énergie que nous parvient sur la planète fait marcher les grands cycles bio géochimique, permet l'apparition, le développement et la diversification de la vie. Alors, vous voyez pourquoi l'image de la destruction créatrice. Il faudrait dire dégradation. L'énergie solaire se dégrade oui mais cette dégradation, cette entropie n'est que le prix que l'on paie pour un mouvement de création d'où a surgi la vie, l'espèce humaine, la pensée, la conscience. Ce schéma a inspiré nombre d'économistes et notamment Schumpeter au début des années 1940 quand il nous dit que le développement économique ne s'est pas fait par le développement des transports ni par accumulation de diligences mais par régression et disparition d'un mode de transport périmé et son remplacement par la machine à vapeur puis l'automobile et l'avion Destruction créatrice en économie et destruction créatrice en ce qui concerne la nature. Alors, cela donne une toute autre perspective. Notre problème n'est plus celui d'un combat perdu d'avance mais celui d'une harmonisation. Cette dégradation crée des flux. Notre problème est d'insérer les activités humaines et l'activité économique dans ce mouvement de recomposition sans briser les mécanismes, dépasser le rythme de reconstitution des ressources naturelles renouvelables. Deux leçons sont à tirer : la première est que l'on ne peut pas tout faire. Des mécanismes sont à respecter. Il y a un problème d'harmonisation. Mais quelque chose est à faire. Le combat n'est pas perdu d'avance. Vouloir que tout soit c'est faire en sorte que rien ne le soit. On entend toujours parler de la biosphère durable, de la nation durable Figer tout dans un monde qui bouge est le meilleur moyen pour que tout s'effondre. Il faut respecter un mouvement de destruction créatrice. Il ne faut pas confondre la reproduction des fonctions et la reproduction des choses. Ce qu'il faut maintenir ce sont les fonctions. Notre corps le fait tous les jours. Des cellules disparaissent, d'autres les remplacent pour maintenir la fonction. La planète se développe ainsi. Des espèces disparaissent, d'autres les remplacent. A la limite, on peut dire que la mort est une ruse de la vie car elle remplit une fonction de renouvellement. Elle rajeunit en permanence les bases de la vie en permettant de conserver son dynamisme. Il ne faut pas confondre la pérennité des fonctions avec la pérennité des choses. En outre, notons qu'il n'y a de pérennité que par le changement.

La deuxième leçon et je retrouve ce qui a été dit ce matin par l'adjoint de Noël Mamère quand il disait " on s'est attaché à reconstruire l'identité de Bègles autour de la mémoire du fleuve ". Tous les mouvements se déroulent dans le temps. C'est bien dans le temps que chaque intervention laisse ses traces. C'est cela les racines d'une société, d'une ville, d'une structure humaine. La Ville tire son identité des empreintes du passé. Il y a un devoir de mémoire. Autrement dit, de même que l'on peut dire que ne se maintient que ce qui change, il faut tout de suite ajouter que ne peut changer que ce qui concerne un minimum d'invariants. Pour qu'il y ait du changement il faut quelque chose qui ne change pas ; autrement ce n'est pas du changement, c'est un effondrement, une disparition. Les deux choses se maintiennent. Des choses doivent être changées, des choses doivent se maintenir. C'est cela l'art de la politique.

Troisième impératif : la responsabilité. Au fond, tout au long de ce que je vous ai dit, l'éthique n'était pas loin. Nous allons retrouver les deux problèmes desquels je suis parti. D'une part, la survie de la biosphère. Cette dernière pose le problème de ce que Madame BRUNDTLAND appelle la " solidarité intergénérationnelle ". Elle définit le développement durable de la façon suivante : " assurer au mieux la satisfaction des générations présentes sans hypothéquer la satisfaction des générations futures ". Ne vous laissez surtout pas avoir par une conception réductionniste du développement durable : " on a une solution en économie : l'égalisation des unités marginales intergénérationnelles dans le temps ". C'est lumineux et irréfutable ! Plus une génération cède de biens à la génération future, plus il lui en coûte. Courbe croissante des sacrifices consentis aux générations futures. Réciproquement, plus les générations futures reçoivent de biens, moins chaque quantité de ce bien à une valeur importante. On a une courbe qui monte, on a une courbe qui descend. Elles se croisent. C'est un optimum irréfutable...rien de moins que l'annulation d'une dérivée qui passe par le maximum d'une fonction. Un seul tout petit défaut cependant. Quand l'on m'aura expliqué ce que seront les besoins et les satisfactions des générations futures, alors commencerai-je à réfléchir à cette solution purement formelle qui n'a aucun contenu concret. Alors, que reste-t-il à faire ? Il reste à poser le problème au plan éthique. Nous avons là le vieil impératif catégorique de Emmanuel Kant qui disait " agit de telle façon que ta maxime puisse devenir universelle " mais qui était possible pour deux citoyens présents et symétriques. Cependant, la symétrie n'existe pas avec les générations futures. Elles ne sont pas là. Elles ne nous doivent rien. Ce n'est pas sur

leur devoir futur que l'on peut fonder les nôtres aujourd'hui. Il faut donc trouver autre chose. Le principe de responsabilité consiste en ce que le devoir de respect de la vie se trouve dans le fait même que la vie existe et que son existence comporte ce devoir. Ce problème de responsabilité vis à vis des générations futures va déboucher à son tour sur une autre question. Etre responsable fait apparaître la question des valeurs. Nous allons retrouver le second problème lorsque le quantitatif cesse d'être du qualitatif. Les valeurs (sans parler de valeurs religieuses ou laïques) sont ce qui donne sens à la vie, ce qui transcende, ce que l'on place au-dessus de soi, ce pourquoi l'on vit et pourquoi l'on est prêt à mourir à l'extrême limite. Ce choix, on ne peut pas ne pas le faire. Il n'y a pas de choix économique qui ne mette en cause la question des valeurs. Quand l'on me dit qu'au moment du choix, il y a une décision neutre et objective. Je dis non : supercherie. Cela veut dire simplement que l'on considère les valeurs économiques comme des valeurs socioculturelles suprêmes auxquelles on va subordonner les autres. Alors je veux bien, mais c'est un ensemble de valeurs socioculturelles comme les autres. Que l'on ne me dise pas que c'est neutre et que l'économie marchande, par exemple, est le seul système qui correspond à la réalité de la nature. Tout choix suppose à un moment donné un engagement de la personne pour définir ce qu'il considère comme le mieux. Un engagement total qui ne s'appuie sur aucune science : pas plus l'économie que la physique ou la chimie. Les sciences par définition, projettent sur la nature un regard orienté. La science est quelque chose de particulier. Or, les valeurs sont quelque chose qui met en cause la conception que l'on a de l'Homme, de la personne, de la vie Il faut faire avec et l'honnêteté n'est certainement pas de prétendre que votre science vous permet de démontrer vos choix. Il vaut autant mieux dire au nom de quoi l'on parle. Ceci condamne tout réductionnisme et en particulier ce que nous sommes en train de vivre actuellement. Le développement durable. Pourquoi la question se pose-t-elle aujourd'hui plus que jamais ? Je ne crois pas être tellement révolutionnaire, en dénonçant, à l'instar du président du FMI, l'emprise exagérée de la sphère financière qui s'est autonomisée, hypertrophiée après les années 1980 et qui impose à l'appareil productif une loi qui n'est plus une loi de reproduction durable mais une loi de fructification extrêmement rapide d'un patrimoine strictement financier. Par exemple, le rôle des fonds de retraites, des fonds de pension, lorsqu'ils pénètrent dans les conseils des administrations des entreprises dénoncent les entreprises qui ne versent pas suffisamment de dividendes. C'est la vitesse, la rentabilité pour la rentabilité et le très court terme qui est imposé dans le domaine politique. Cela tourne le dos au développement durable. Cela nous donne envie de donner un quatrième impératif : l'emprise des Hommes et de la société sur cette sphère et le contrôle de ces mouvements spéculatifs mais cela est un autre immense chapitre.